

Prévention et prise en charge

Docteur Nicolas Prisse
Président de la MILDECA

Des enjeux de société... marqués par des représentations fortes et des intérêts financiers majeurs



Les deux premières causes de mortalité prématurée évitables

- Tabac : 75 000 décès/an
- Alcool : 41 000 décès/an
- Drogues illicites : 1 600 décès/an



Des conséquences dommageables pour l'ensemble de la société

- 1 Français sur 5 se dit très affecté par les dommages subis liés à l'alcoolisation de tiers
- L'alcool impliqué dans plus du tiers des violences

Des niveaux de consommation qui restent très élevés

- Tabac : 13 millions de fumeurs quotidiens
- Alcool : 25% des adultes au dessus des repères de consommation à moindre risque
- Cannabis : un produit banalisé avec 900 000 usagers quotidiens
- Diffusion importante de la cocaïne



Un facteur déterminant dans le nombre d'accidents de la route

- 29% des accidents de la route en partie liés à la consommation d'alcool
- 25% des accidents de la route en partie liés à la consommation de stupéfiants



Un coût social annuel élevé pour l'ensemble de la société (en milliards d'euros)

- alcool : 120 ; tabac : 120 ; drogues : 10



Une consommation particulièrement préoccupante chez les plus jeunes

Parmi les jeunes de 17 ans:

- 25% consomment quotidiennement du tabac
- 44% ont déclaré une alcoolisation ponctuelle importante dans le mois
- 25 % des usagers de cannabis présentent un risque d'usage problématique ou de dépendance
- Des interdits protecteurs trop peu respectés

Source principale des données : Drogues chiffres clés, OFDT, 2017

La MILDECA

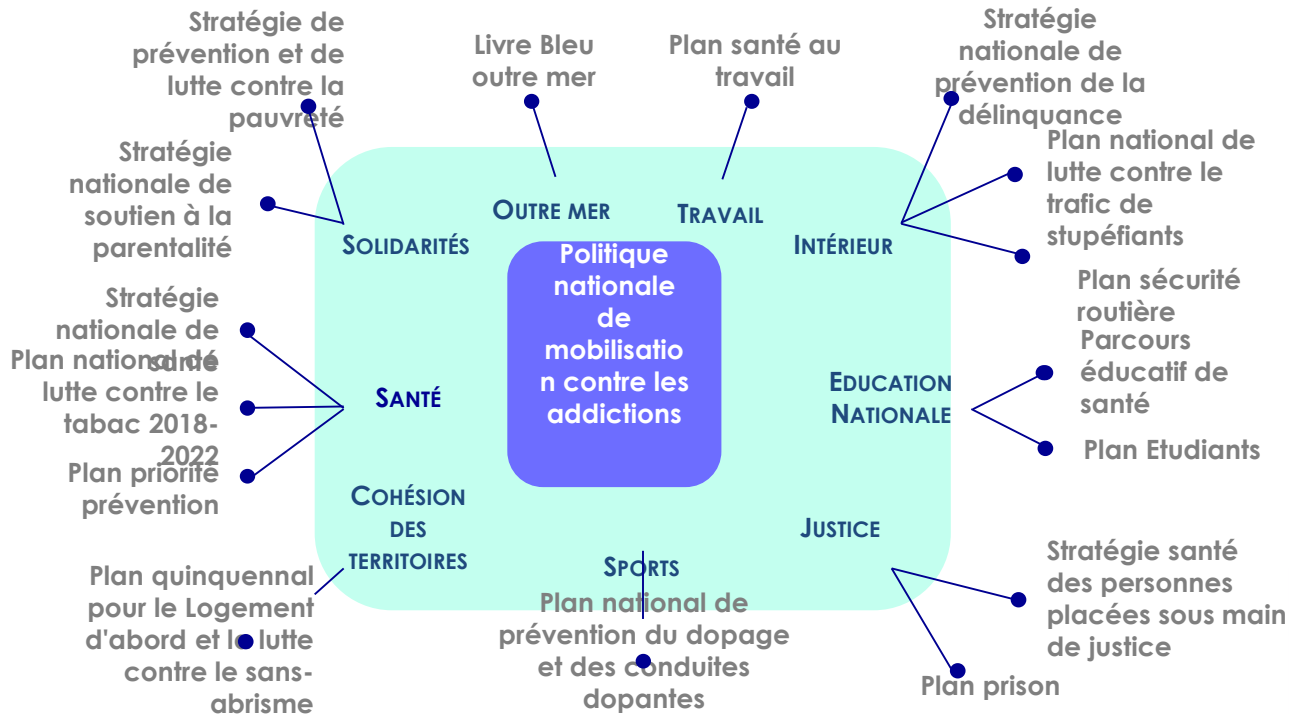
Un périmètre d'action élargi

La MILDECA anime et coordonne l'action interministérielle de l'État en matière de lutte contre les drogues et les conduites addictives : observation, recherche, prévention, prise en charge sanitaire et sociale, application de la loi, lutte contre le trafic, coopération européenne et internationale. La mission est compétente sur l'ensemble des substances psychoactives, licites comme illicites, et des conduites addictives.

Organigramme de la MILDECA - Mars 2019



Ecosystème de la MILDECA



+ Les services territoriaux + les collectivités



Prévention / régulation

En dépit des sensations de soulagement, de bien-être, voire de plaisir, provoquées par leur consommation, l'alcool, le tabac, le cannabis, la cocaïne ou les autres stupéfiants présentent des risques sanitaires et sociaux importants pour les individus, qui varient selon la nature des produits, ainsi que la forme, l'intensité ou la durée des usages. Il en va de même pour la pratique excessive des jeux d'argent et de hasard ou des jeux vidéo.

En plus des conséquences pour le consommateur ou l'utilisateur, dont le comportement relève en partie des libertés individuelles, les conduites addictives provoquent des effets négatifs sur les tiers qui diffèrent selon les produits : tabagisme passif, violences induites par la consommation d'alcool, exposition du fœtus au tabac à l'alcool ou au cannabis, surendettement du foyer en cas de jeu excessif, accidentologie routière liée à l'alcool ou aux stupéfiants...

Les objectifs de la prévention / régulation sont donc de limiter :

- les effets nocifs des produits ou comportements pour les consommateurs et leur entourage et d'en réduire le coût social, alors que le marché, qu'il soit légal ou illégal, cherche à se développer en augmentant l'attractivité de l'offre;
- de retarder les expérimentations et baisser les prévalences d'usage afin de limiter les conséquences pour l'individu, les tiers et la société.

En France, en plus des actions d'information, de sensibilisation, de communication, la régulation prend des formes variées selon les produits :

- Tabac : produit licite avec une réglementation très restrictive : monopole de la distribution accordé aux buralistes, interdiction de vente aux mineurs, interdiction de consommer dans de nombreux lieux, interdiction de la publicité et du sponsoring, forte fiscalité.
- Alcool : produit licite avec une réglementation restrictive (moindre que le tabac) : interdiction de vente aux mineurs, exigence de licences pour la vente, encadrement de la publicité et du sponsoring, restriction pour la conduite automobile, sanctions pour ivresses publiques manifestes, fiscalité spécifique variable selon les types d'alcool.
- Jeux d'argent et de hasard : interdiction générale sauf cas limitativement énumérés par la loi, encadrement du circuit de distribution (droits exclusifs), encadrement de la publicité et du sponsoring, encadrement des TRJ (taux de retour joueur), fiscalité spécifique.
- Cannabis et autres stupéfiants : interdiction générale portant sur la consommation, la cession, la vente, l'incitation à la consommation par publicité directe ou par promotion indirecte.

Donc, en théorie et comme le montrent de nombreux travaux, la régulation doit permettre d'agir sur les principaux déterminants des consommations / comportements :

- L'accessibilité économique, en augmentant le prix des produits (fiscalité pour les produits licites, efficacité de la lutte contre le trafic pour réduire l'offre et augmenter le prix de revente des stupéfiants, par exemple) ;
 - L'accessibilité physique, en contrôlant le nombre de points de vente, limitant la vente sur le net, interdisant la vente aux mineurs, agissant sur les volumes autorisés à l'achat, luttant contre les trafics de stupéfiants, ...) ;
 - Les représentations et l'empowerment, par le développement des compétences psychosociales, la lutte contre l'image positive des produits (paquet neutre) et leur banalisation et le renforcement du marketing social (mois sans tabac) ;
 - La connaissance des risques et la promotion de leur réduction, par la communication de messages clairs à distance des intérêts économiques ou des idéologies, la diffusion de repères de consommation à moindre risque, le soutien aux actions de RDRD ;
 - Les incitations à consommer, en restreignant la publicité, le sponsoring ou les invitations à consommer (éducation au goût en famille ; happy hours, ...) ;
 - Le pouvoir addictogène et la nocivité, en contrôlant la composition de certains produits (produits du tabac, scénario de certains jeux vidéo, taux de retour aux joueurs pour les jeux de hasard et d'argent, ...).
-

Accompagnement / prise en charge

Treatment gap très important : 80/20

- 3 secteurs insuffisamment coordonnés du point de vue de l'utilisateur, malgré un bon maillage territorial
- Des professionnels et des structures encore mal identifiés
- Un premier recours insuffisamment impliqué
- Une bonne gestion des cas complexes mais une insuffisance de prise en charge des cas plus simples, en particulier dans le MS
- A l'hôpital : vocation de référence (CHU) à maintenir (en dynamisant la recherche) et transversalité (ELSA)
- Des pratiques professionnelles encore à évaluer, à améliorer et à diffuser quel que soit le secteur